

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°957 du Mercredi le 21 Octobre 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

SGI
SOCIETE DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION
DU TOGO

Tél:
(+228) 22 53 33 30
(+228) 22 53 33 40

Email:
sgitogo@sgitogo.tg

Adresse:
4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Mode

Dans les coulisses de la Luxembourg Fashion Week

Treize stylistes présentaient leurs créations, samedi soir à l'hôtel Le Royal, à la 8^e Luxembourg Fashion Week. Avant les défilés, ... • (Page 08)

Diesel russe

La Turquie veut profiter de l'accord entre Trump et Poutine
Ankara annonce vouloir capter une partie des cargaisons de gazole que Moscou prévoit de remettre sur ... • (Page 08)

Togo Volailles Production

5 milliards de FCFA au service de la filière avicole



Opportunités d'affaires

Berge du Lac Togo, un site à fort potentiel touristique à valoriser



• (Page 03)

Togo-Allemagne

Des consultations pour renforcer l'efficacité de la coopération au développement
Ouvertes le 19 octobre 2026 à Lomé, les consultations entre le Togo et l'Allemagne se poursuivent jusqu'au 23 ... • (Page 02)

Togo

La région de la Kara actualise son plan de contingence multirisque
Au Togo, les acteurs de la protection civile de la région de la Kara renforcent leur préparation face aux catastrophes. Le plan de contingence ... • (Page 04)

Secteur privé
Mobiliser les investissements au service de l'industrialisation régionale

Le Conseil des entreprises de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO) s'apprête à faire de l'autosuffisance énergétique ... • (Page 06)

Yoto 3

Le Festival des arts et cultures prévue du 12 au 19 décembre à Gboto Vodoupé
La première édition du Festival des arts et cultures (FAC) de la commune Yoto 3 se tiendra du 12 au 19 décembre prochain à Gboto Vodoupé, a annoncé ... • (Page 11)

CANALBOX

88 66
Coût de l'appel : 20FCFA

INTERNET ILLIMITÉ + TV
TOUT EST LÀ
LA FIBRE CANALBOX | TOUT CANAL+ | NETFLIX

UN SEUL ABONNEMENT !

30 000 FCFA / MOIS

Togo-Allemagne

Des consultations pour renforcer l'efficacité de la coopération au développement

Ouvertes le 19 octobre 2026 à Lomé, les consultations entre le Togo et l'Allemagne se poursuivent jusqu'au 23 octobre. Elles visent à évaluer l'état d'avancement des programmes de développement, à identifier les ajustements nécessaires et à préparer les prochaines négociations intergouvernementales.

• Junior Aredola

Évaluer les projets et renforcer leur mise en œuvre. Le Togo et l'Allemagne ont entamé, le 19 octobre à Lomé, une nouvelle session de consultations consacrées au suivi de leur coopération bilatérale. Prévu jusqu'au 23 octobre, les travaux doivent permettre aux deux partenaires de faire le point sur les programmes de développement en cours, d'apprécier les résultats obtenus et de proposer des solutions aux difficultés rencontrées sur le terrain. La rencontre est coprésidée par Yackoley Johnson, ministre délégué chargé de la Coopération et des Togolais de l'extérieur, et Anne Rehner, conseillère au ministère allemand des Affaires étrangères, chargée de la coopération avec le Togo. Les échanges portent notamment sur l'état d'exécution des projets engagés dans les secteurs prioritaires. L'ambition est de renforcer la coordination entre les deux parties et d'améliorer l'efficacité des interventions, en tenant compte des défis liés à la réalisation des actions programmées.

L'agriculture, l'énergie et la santé au cœur des échanges

Ces consultations constituent également un cadre de dialogue sur les priorités



stratégiques de la feuille de route gouvernementale. Une attention particulière est accordée à des secteurs clés du développement national, notamment l'agriculture, l'énergie, la santé et la décentralisation. Pour les autorités togolaises, ces échanges doivent permettre de consolider les acquis de la coopération avec Berlin et d'adapter les interventions aux besoins du pays. « Les consultations de cette semaine vont permettre aux deux parties d'explorer le travail déjà fait et de voir dans quelle mesure poursuivre la réalisation des projets, avec l'appui de nos partenaires allemands », a déclaré Yackoley Johnson. Au-delà du bilan des programmes en cours, les discussions visent ainsi à dégager des pistes d'amélioration pour assurer la continuité des projets et renforcer leur contribution aux objectifs de développement du Togo.

Des visites de terrain avant les négociations de 2027

En complément des séances de travail à Lomé, les consultations se poursuivront à l'intérieur du pays, notamment à Kara, Kanté et Kpalimé.

Ces déplacements seront marqués par des visites de projets et des remises d'équipements, offrant aux deux parties l'occasion d'apprécier concrètement les réalisations soutenues dans le cadre de leur partenariat.

Les conclusions de cette séquence préparatoire serviront de base aux négociations intergouvernementales prévues en 2027. L'enjeu sera de définir les prochaines orientations de la coopération et de convenir des ajustements nécessaires à la poursuite des programmes.

Un portefeuille de coopération de plus de 364 milliards de FCFA

Établie depuis plusieurs décennies, la coopération entre le Togo et l'Allemagne couvre différents domaines du développement. Elle s'appuie sur des programmes techniques et financiers destinés à accompagner les priorités nationales. Jusqu'en juillet 2026, le portefeuille technique et financier allemand au Togo était estimé à 555,66 millions d'euros, soit environ 364,51 milliards de FCFA. Ce volume d'engagements témoigne de l'importance du partenariat entre Lomé et Berlin. Les consultations en cours représentent, dès lors, une étape importante pour apprécier l'impact des interventions, renforcer leur efficacité et préparer les futures priorités de coopération.

AUX DÉCIDEURS ...

Développement concret des territoires

La coopération entre le Togo et la France ne peut se mesurer uniquement à l'aune des rencontres ministérielles et des déclarations d'intention. Elle doit aussi se traduire par des résultats visibles dans les communes, les régions et les conditions de vie des populations. Les premières assises de la coopération décentralisée, annoncées pour janvier 2027, offrent à Lomé et à Paris l'occasion de donner une nouvelle dimension à leur partenariat : celle d'une coopération de proximité, fondée sur les besoins réels des territoires et la recherche de solutions durables.

La décentralisation ne saurait se limiter au transfert de compétences administratives vers les collectivités territoriales. Elle doit permettre aux communes et aux régions de mieux répondre aux attentes des citoyens, de participer à la création de richesses et de contribuer à un développement plus équilibré du territoire national.

C'est tout le sens de l'appel lancé par le colonel Awaté Hodabalo lorsqu'il souligne la nécessité de convaincre les populations que la décentralisation constitue une voie pertinente pour leur développement. Cette adhésion ne se décrète pas. Elle se construit à travers des réalisations tangibles : des services publics de proximité plus efficaces, une meilleure gestion des ressources locales, des infrastructures adaptées et une participation accrue des citoyens aux décisions qui les concernent.

Dans cette perspective, la coopération décentralisée avec la France peut représenter un accélérateur. L'expérience française en matière de gouvernance locale, de formation des élus et des agents territoriaux, de planification et de gestion des services publics offre des possibilités d'apprentissage et d'échanges.

Les premières assises de la coopération décentralisée entre le Togo et la France doivent être davantage qu'un rendez-vous institutionnel. Elles doivent servir à définir une feuille de route claire, assortie de priorités, de responsabilités et d'indicateurs permettant d'évaluer les progrès accomplis.

La formation des élus et des agents locaux, l'amélioration de la gestion communale, la planification territoriale, l'accès aux services essentiels ou encore le développement économique local pourraient constituer des domaines de coopération pertinents, sous réserve des priorités retenues conjointement.

La diaspora togolaise établie en France représente un autre levier de cette coopération. Ses liens avec les territoires d'origine, sa connaissance des réalités locales et ses relations avec les collectivités françaises peuvent faciliter l'émergence de projets utiles aux deux pays.

Mais son rôle ne devrait pas être réduit à la mobilisation ponctuelle de contributions financières. La diaspora peut également participer à l'identification des besoins, à la mise en relation des acteurs, au partage de compétences et à la recherche de partenaires techniques.

Encore faut-il organiser cette contribution dans un cadre transparent, en veillant à ce que les projets répondent aux priorités définies par les collectivités et les populations concernées. Les initiatives portées depuis l'étranger ne peuvent produire des résultats durables que si elles s'inscrivent dans une stratégie locale cohérente et bénéficient d'un suivi approprié.

À l'heure où les collectivités territoriales sont appelées à jouer un rôle croissant dans le développement, le partenariat entre le Togo et la France doit évoluer vers une logique de résultats. L'enjeu n'est pas seulement de multiplier les jumelages ou les échanges d'expériences, mais de construire des collaborations capables de renforcer durablement les institutions locales et d'améliorer les services rendus aux populations.

Les assises de janvier 2027 constituent donc une occasion à saisir. Lomé et Paris ont la possibilité de donner à leur coopération territoriale une orientation plus opérationnelle, plus inclusive et mieux évaluée.

La réussite de cette nouvelle étape se jouera finalement dans les territoires. C'est dans les communes, au contact des citoyens, que la coopération décentralisée devra démontrer son utilité. Si les engagements pris se traduisent par des projets pertinents, des collectivités mieux outillées et des services publics locaux plus efficaces, le partenariat franco-togolais aura franchi un cap décisif : celui d'une coopération qui dépasse les intentions diplomatiques pour devenir un véritable instrument de développement humain et territorial.

M.T

Image du jour

unicef
pour chaque enfant

APPEL D'OFFRES

POUR LA CONSTRUCTION DE 9 SALLES DE CLASSE AVEC BUREAU ET MAGASIN DANS LA REGION DES SAVANES

DEADLINE
26 octobre 2026 à 00H

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.
• Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo Volailles Production

5 milliards de FCFA au service de la filière avicole

En visite le 16 octobre 2026 à Assahoun, dans la préfecture de l'Avé, le ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, a salué les efforts de Togo Volailles Production. Une initiative, qui ambitionne de répondre à la demande nationale en viande de volaille, reste confrontée à plusieurs défis liés aux matières premières, à l'approvisionnement et à l'accès au marché.

• Joël Yanclo

Le gouvernement encourage la production locale. Dans le cadre de la 7^e édition du Mois du Consommer Local, une délégation du ministère délégué chargé du Commerce et du Contrôle de la qualité, conduite par le ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, a effectué, le vendredi 16 octobre 2026, une visite à Togo Volailles Production, à Assahoun, dans la préfecture de l'Avé. La visite avait pour objectif, selon le ministère, de découvrir les installations et les activités de l'entreprise, mais également d'échanger avec ses responsables sur les difficultés rencontrées et les perspectives de développement. Elle traduit la volonté des pouvoirs publics d'encourager les producteurs locaux et de soutenir les initiatives contribuant au renforcement de la production nationale. Cette démarche traduit la volonté du gouvernement, celle de promouvoir la consommation des produits locaux et favoriser le développement de chaînes de valeur capables de répondre durablement aux besoins du marché togolais.

Un investissement de près de 5 milliards FCFA

Installée depuis 2022 sur une superficie de 30 hectares à Assahoun, Togo Volailles Produc-



tion s'est spécialisée dans la production de viande de volaille. L'entreprise porte l'ambition de contribuer à la satisfaction de la demande nationale grâce au développement d'une capacité industrielle de production et d'abattage. Avec un investissement de près de 5 milliards de FCFA, le projet affiche des ambitions importantes pour la filière avicole togolaise. Les premiers produits sont sortis en 2025, marquant le début de la phase opérationnelle de cette initiative. Selon les données présentées lors de la visite, l'entreprise a enregistré 320 000 têtes abattues au cours des trois premiers trimestres de 2026, tandis que son objectif à terme est d'atteindre 14 millions de têtes par an. Sur le plan social, Togo Volailles Production emploie une main-d'œuvre entièrement locale, composée de 30 agents permanents et de 50 travailleurs

temporaires. Ses activités bénéficient également, de manière indirecte, à plusieurs centaines de personnes. Ces résultats témoignent du potentiel de l'entreprise, même si le niveau actuel de production reste encore éloigné de ses objectifs de développement.

Des défis liés aux matières premières et à l'accès au marché

Malgré les investissements réalisés, l'entreprise doit surmonter plusieurs contraintes qui freinent son expansion. Le directeur d'exploitation,

Kwaku Messan Tsekpo, a notamment évoqué la dépendance vis-à-vis de l'extérieur pour l'approvisionnement en œufs, la capacité limitée du réseau d'éleveurs, le manque d'eau sur le site et les difficultés d'accès au marché. Ces obstacles mettent en évidence les défis structurels auxquels reste confrontée la filière avicole, notamment en matière de disponibilité des intrants, de renforcement des capacités de production et d'organisation des circuits de commercialisation. Pour atteindre ses objectifs, Togo Volailles Production devra ainsi consolider ses appro-

visionnements, développer les partenariats avec les éleveurs locaux et améliorer les conditions nécessaires à l'augmentation de ses capacités.

Badanam Patoki appelle à renforcer les chaînes de valeur

À l'issue des échanges avec les responsables de l'entreprise, Badanam Patoki a salué les initiatives entrepreneuriales locales, estimant qu'elles démontrent la capacité du Togo à produire une partie importante des biens qu'il consomme. Le ministre a toutefois souligné la nécessité de lever les contraintes qui affectent les unités de production, en particulier celles liées à la disponibilité des matières premières. « Notre constat, c'est que certaines unités sont confrontées à des problèmes de matières premières. Nous l'avons aussi observé ici. Et cela nous amène à nous interroger sur la manière dont nous constituons nos chaînes de valeurs », a-t-il relevé. Insistant sur le lien entre l'approvisionnement et les perspectives de croissance des entreprises, il a ajouté : « Si l'entreprise est confrontée à un problème de matières pre-

mières, son expansion peut être limitée ». Le ministre a ainsi mis en avant l'importance de mieux structurer les chaînes de valeur afin de garantir aux unités de transformation un approvisionnement régulier et adapté à leurs besoins. Il a également réaffirmé la disponibilité du gouvernement à accompagner les initiatives locales et encouragé les responsables de Togo Volailles Production à envisager une expansion vers les marchés sous-régional et régional. La visite s'est achevée par un parcours des installations, guidé par le personnel de l'entreprise, permettant à la délégation de découvrir les différents départements et de mieux apprécier les capacités opérationnelles du site. Grâce à cette initiative, Togo Volailles Production illustre les possibilités de développement de la production avicole au Togo, mais aussi la nécessité de renforcer les approvisionnements locaux et les débouchés commerciaux pour transformer les investissements en une offre nationale plus importante et durable.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois



Opportunités d'affaires

Berge du Lac Togo, un site à fort potentiel touristique à valoriser

La mairie de Togoville lance un appel à manifestation d'intérêt pour la location et la mise en valeur d'un site de 24 ares 28 centiares sur les rives du Lac Togo. L'objectif est de développer des activités touristiques et de loisirs, tout en stimulant l'économie locale et la création d'emplois.



● Wilson Lawson

Un site à fort potentiel touristique à valoriser. La commune de Togoville entend renforcer l'attractivité de son territoire à travers la valorisation de ses espaces touristiques. À cet effet, la mairie a lancé l'avis d'appel à manifestation d'intérêt NOD/MATGLAC/RM/PVO/CV02/SG/2026, portant sur la location et l'aménagement d'un site situé sur la berge du Lac Togo, dans la localité de Toganou. D'une superficie de 24 ares 28 centiares, soit 2 428 m², le domaine concerné présente un potentiel de développement éco-touristique encore sous-exploité. Bordé au sud par le Lac Togo et entouré de concessions au nord, à l'est et à l'ouest, il offre un cadre propice à l'implantation d'activités commerciales et récréatives. À travers cette initiative, la municipalité souhaite dynamiser l'économie locale, diversifier l'offre touristique et proposer aux visiteurs un espace de loisirs accueillant, propre et sécurisé.

Restaurants, loisirs et artisanat au programme

Le projet d'aménagement prévoit plusieurs types d'activités susceptibles de renforcer l'attractivité du site. Les opérateurs intéressés sont notam-

ment invités à proposer des concepts de restaurants panoramiques ou de maquis, de bars et de buvettes en plein air. Des espaces de détente et de loisirs, comprenant des activités de plage, des promenades en pirogue et des jeux, figurent également parmi les aménagements envisagés. La création de boutiques dédiées à l'artisanat et aux produits locaux est aussi encouragée. Le site bénéficie de plusieurs atouts, notamment sa vue panoramique sur le Lac Togo et sa proximité avec des lieux d'intérêt touristique et religieux. Le sanctuaire Notre-Dame du Lac Togo, qui accueille des pèlerinages, ainsi que le marché du troc constituent des points d'attraction susceptibles de favoriser la fréquentation des installations. La municipalité entend ainsi favoriser l'émergence d'une offre touristique associant restauration, loisirs, découverte du patrimoine et promotion des produits locaux.

Une location sans transfert de propriété

L'appel à manifestation d'intérêt s'adresse aux opérateurs économiques désireux de louer le site pour y développer leurs activités. La mairie précise qu'il s'agit d'une location et non d'une vente : le terrain demeure la propriété de la commune. Les candidats devront prendre en charge

l'ensemble des investissements nécessaires à l'aménagement du domaine. Les constructions légères, réalisées de préférence avec des matériaux locaux et des structures démontables, devront toutefois être soumises à la validation préalable de la mairie. Deux modalités financières sont envisagées : un loyer mensuel fixe assorti d'un pourcentage du chiffre d'affaires, dont les modalités seront négociées, ou un loyer fixe uniquement. Les propositions des candidats devront permettre à la municipalité d'apprécier les conditions de valorisation économique du site.

Des exigences environnementales et sociales

Au-delà de la viabilité économique des projets, les opérateurs retenus devront respecter plusieurs obligations. La préservation de l'environnement du lac, le maintien de la propreté du site et la sécurité des clients figurent parmi les exigences annoncées. La création d'emplois locaux constitue également un objectif important de cette initiative. La municipalité souhaite ainsi que la mise en valeur de la berge profite aux populations, notamment à travers les activités de restauration, de loisirs, de commerce et de services touristiques. Les candidats sont appelés à présenter une note conceptuelle d'une page décrivant les activités envisagées, ainsi qu'une preuve de leur capacité financière à réaliser les aménagements et à assurer l'exploitation du site.



Togo

La région de la Kara actualise son plan de contingence multirisque

Au Togo, les acteurs de la protection civile de la région de la Kara renforcent leur préparation face aux catastrophes. Le plan de contingence multirisque régional a été actualisé lors d'une rencontre de deux jours afin d'améliorer l'anticipation des risques, la coordination des interventions et la protection des populations.

● Wilson Lawson

Mieux anticiper les catastrophes et coordonner les secours. La région de la Kara renforce son dispositif de prévention et de gestion des catastrophes. Dans cette optique, les acteurs locaux de la protection civile ont procédé, la semaine dernière, à l'actualisation du plan de contingence multirisque régional, au terme de deux jours de travaux. Le document constitue un outil de planification destiné à améliorer la préparation et la réponse aux situations d'urgence liées aux catastrophes naturelles, climatiques et anthropiques. Il prévoit des mesures adaptées aux réalités locales, avec pour objectif de faciliter la coordination entre les différents intervenants et de réduire les conséquences des crises sur les populations et leurs biens. L'actualisation de ce plan doit ainsi permettre aux autorités et aux services concernés de mieux identifier les risques, de définir les actions prioritaires et de renforcer leur capacité d'intervention en cas de catastrophe.

Privilégier la prévention à la gestion des crises

Pour les autorités régionales, l'anticipation demeure un facteur essentiel



pour limiter les dégâts humains et matériels. Le secrétaire général du gouvernement de la région de la Kara, Gountiboté Gnigbangou, a insisté sur la nécessité pour les responsables locaux de prendre des mesures préventives face aux risques identifiés. « Les risques encourus au niveau local par les populations doivent amener les acteurs décisionnels locaux à anticiper et non à attendre pour subir », a-t-il souligné. Cette orientation met en avant l'importance d'une approche proactive de la gestion des catastrophes. Elle implique notamment une meilleure connaissance des risques, une planification adaptée des secours et une mobilisation coordonnée des acteurs concernés. Au-delà de la préparation des interventions d'urgence, l'enjeu est également de renforcer la résilience des communautés exposées aux différents aléas.

L'ANPC renforce les capacités des acteurs locaux

L'actualisation du plan régional s'inscrit dans les efforts de l'Agence nationale de la protection civile (ANPC) visant à améliorer les mécanismes de préparation et de réponse aux catastrophes sur l'ensemble du territoire togolais. L'agence accompagne les acteurs locaux dans l'identification des risques, l'élaboration des dispositifs de réponse et la mise en place de mesures destinées à protéger les populations vulnérables. Cette démarche préventive se traduit également par des opérations de sensibilisation sur le terrain, afin d'informer les communautés sur les risques auxquels elles sont exposées et sur les comportements à adopter en cas de situation d'urgence. À travers l'actualisation de son plan de contingence multirisque, la région de la Kara entend ainsi mieux structurer son dispositif d'intervention et renforcer la coordination entre les parties prenantes pour faire face aux éventuelles catastrophes.

Togo

Le Festival des Divinités Noires annonce sa 11^e édition pour janvier 2027

Au Togo, le Festival des Divinités Noires tiendra sa 11^e édition en janvier 2027 à Aného-Glidji, a annoncé l'Association des Connaissances Fondées dans l'Identité Noire (Acofin), organisatrice de ce rendez-vous culturel. La prochaine édition mettra à l'honneur la Côte d'Ivoire, en particulier la ville de Kouto, située dans le nord du pays. Le Brésil est également attendu, dans une perspective de rapprochement entre les cultures africaines et celles des Afrodescendants.

Cette annonce est intervenue lors de la célébration du 20^e anniversaire du festival, organisée le 13 octobre 2026 à Aného-Glidji, dans la préfecture des Lacs. La cérémonie a réuni des autorités coutumières, des prêtres et prêtresses, ainsi que plusieurs personnalités, dont le ministre de la Culture, du Tourisme et des Arts, Isaac Tchiakpé, et l'ambassadeur du Bré-

sil au Togo, Luiz Ivaldo Villafañe Gomes. Créé en 2006, le Festival des Divinités Noires s'est donné pour mission de préserver les traditions spirituelles africaines, de valoriser les pratiques culturelles héritées des ancêtres et de déconstruire les préjugés entourant les religions traditionnelles. Pour son président, Maître Wilson Tètè Bahum, ces deux

décennies constituent une étape, mais pas une fin en soi. Il a salué le soutien des autorités et des acteurs qui ont accompagné le festival depuis ses débuts, tout en réaffirmant l'ambition de poursuivre cette dynamique. La transmission aux jeunes générations figure également parmi les perspectives de l'association.

Avec Togo First

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

**COMMUNIQUE DE PRESSE****REUNION DES MINISTRES SECTORIELS DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA,
CONSACREE A LA RESTITUTION DES LIVRES BLANCS DES FILIERES COTON-
TEXTILE, PHOSPHATES-ENGRAIS ET RIZ**

Cette réunion organisée par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) aura **lieu le 23 octobre 2026 à Azalaï Hôtel de Ouagadougou.**

L'objectif de la réunion est de présenter les livres blancs et les programmes filières aux Ministres sectoriels, en vue de favoriser leur appropriation, de susciter leur adhésion et le portage politique pour une mise en œuvre réussie.

La rencontre permettra également de recueillir les orientations et les recommandations des Ministres sectoriels, leur adhésion à la vision régionale ainsi que leur engagement dans le cadre d'une coalition d'acteurs publics et privés, pour la mobilisation des financements et la mise en œuvre des livres blancs et programmes régionaux des filières.

En rappel, les filières coton-textile, phosphates-engrais et riz sont les trois premières retenues par le Plan Stratégique 2025-2030 de la Commission de l'UEMOA, IMPACT 2030, qui est une déclinaison de la Vision Prospective 2040 de l'UEMOA.

La réunion des Ministres sera précédée d'une rencontre des experts des Etats membres, du 20 au 22 octobre 2026 à Ouagadougou.

Ouagadougou, le 20 octobre 2026

La Direction de la Communication

Plus d'informations sur l'UEMOA : <http://www.uemoa.int>

Contact presse : DCOMINFOS@uemoa.int

Secteur privé

Mobiliser les investissements au service de l'industrialisation régionale

Le Conseil des entreprises de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'apprête à faire de l'autosuffisance énergétique régionale une priorité, en tant que catalyseur de la croissance industrielle dans toute l'Afrique de l'Ouest, dans le cadre d'une initiative récemment dévoilée et menée par le secteur privé, baptisée « Power W.A. » (Power West Africa) pour l'industrialisation.

● Nicole Esso

Le cadre stratégique a été finalisé lors d'une réunion bilatérale entre le commissaire de la CEDEAO chargé des affaires économiques et de l'agriculture, M. Dehpue Yenpea Zuo, et le professeur Hassan Mahmud, économiste en chef du groupe Dangote et interlocuteur privilégié du président du Conseil des entreprises de la CEDEAO, Alhaji Aliko Dangote. Cette réunion s'est tenue au siège de Dangote Industries à Ikoyi, Lagos, le 2 octobre 2026. Les délibérations ont porté sur l'alignement des nouvelles priorités de gestion de la CEDEAO sur la mise en œuvre du Conseil des entreprises de la CEDEAO, en s'appuyant sur les décisions de la 69e session ordinaire du Conseil des ministres de la CEDEAO qui s'est tenue à Freetown, en Sierra

Leone, en juillet 2026. Ces priorités clés englobent la mise en œuvre du Conseil des entreprises de la CEDEAO (EBC), l'application du Programme de libéralisation des échanges de la CEDEAO (ETLS), les préparatifs en vue du lancement de la monnaie unique de la CEDEAO en 2027 et le renforcement de la sécurité alimentaire régionale. S'exprimant au nom du président du Conseil des entreprises de la CEDEAO, Alhaji Aliko Dangote, le professeur Hassan Mahmud a déclaré que le mandat de deux ans du président serait axé sur le développement de corridors de projets énergétiques régionaux visant à remédier aux déficits d'électricité persistants qui entravent le commerce, en confiant la gouvernance administrative à la Commission pour assurer la viabilité à long terme.



Corridors énergétiques industriels

L'initiative « Power W.A. » mettra en place des corridors énergétiques industriels s'appuyant sur une étude régionale exhaustive des écarts entre l'offre et la demande d'électricité. Pour financer ces projets, le Conseil des entreprises de la CEDEAO constituera un réseau influent de chefs d'entreprise régionaux et sollicitera des institutions financières multilatérales, notamment Afreximbank,

la Société financière africaine (AFC) et la Société financière internationale (SFI), tout en comptant sur la CEDEAO et les gouvernements nationaux pour fournir des garanties politiques et créer un environnement propice.

Étapes opérationnelles

La réunion a également défini les principales étapes opérationnelles pour le Conseil des entreprises, qui comprend un représentant de chaque État membre de la CEDEAO ainsi que deux représentants supplémentaires du Nigeria. Cinq candidats régionaux et deux représentants nigériens s'étant déjà engagés, les deux parties ont convenu de convoquer la réunion inaugurale du Conseil des entreprises de la CEDEAO entre fin octobre et début novembre 2026. En amont de cette réunion inaugurale, une consultation sera organisée entre le président du Conseil des entreprises de la CEDEAO, Aliko Dangote,

et le président de la Commission de la CEDEAO, le général Birame Diop. Le commissaire Zuo s'est félicité de cette concertation, soulignant l'importance d'obtenir l'approbation lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres en décembre 2026. Dans l'immédiat, le Conseil des entreprises de la CEDEAO communiquera sa note conceptuelle et la liste de ses membres, tandis que la Commission de la CEDEAO s'appuiera sur les études de référence existantes de ses directions de l'énergie et des minéraux solides pour mener l'évaluation proposée de l'offre et de la demande d'électricité.

Fonds de garantie

La RDC veut d'adhérer au FAGACE pour financer ses projets structurants

En garantissant une partie des risques pris par les banques, le FAGACE peut faciliter le financement d'investissements jugés trop risqués par les prêteurs. Pour les autorités congolaises, l'enjeu est notamment de mobiliser ce mécanisme au profit des entreprises et des projets de développement, dans un contexte où les conditions d'accès aux financements restent déterminantes.

La République démocratique du Congo (RDC) envisage d'adhérer au Fonds africain de garantie et de coopération économique (FAGACE) afin de faciliter l'accès des entreprises au crédit et de mobiliser des financements pour ses projets. Le ministre des Finances a présenté le dossier d'adhésion au Conseil des ministres du vendredi 9 octobre pour examen. Selon Doudou Fwamba Likunde (photo), l'absence de la RDC au sein du FAGACE limite son accès à cet instrument panafricain de garantie. À la suite d'une évaluation technique et d'échanges avec le Fonds, le ministre voit dans cette adhésion un moyen de mobiliser des ressources à long terme, notamment pour financer des projets nationaux



et faciliter le recours aux partenariats public-privé (PPP). Le FAGACE n'accorde pas directement de prêts. Il garantit une partie des engagements des établissements financiers afin de réduire les risques qu'ils supportent lorsqu'ils financent une entreprise ou un projet. Ce mécanisme peut ainsi faciliter l'octroi de crédits et, selon les conditions convenues, améliorer les conditions de financement. Pour Kinshasa, l'adhésion pourrait permettre aux entreprises congolaises et aux por-

teurs de projets publics de profiter de cet instrument, sous réserve de satisfaire aux critères d'éligibilité. L'adhésion permettrait également de renforcer la représentation de la RDC au sein du Fonds. D'après le compte rendu du Conseil des ministres, le ministre des Finances siégerait au Conseil des gouverneurs du FAGACE, tandis que la Banque centrale du Congo intégrerait le Bureau indépendant d'évaluation. Le document indique aussi qu'un bureau de représentation régionale pourrait être établi dans le pays. Cette présence institutionnelle pourrait faciliter les échanges entre le Fonds et les autorités congolaises, ainsi que le suivi des projets susceptibles de profiter de ses garanties.

Avec Agence Ecofin

Sénégal

L'inflation globale annuelle ralentit à 1 % en septembre 2026

Au Sénégal, le ralentissement de l'inflation intervient dans un contexte de difficultés alimentaires dans plusieurs départements et de mesures publiques destinées à préserver le pouvoir d'achat. Pour 2026-2028, les autorités tablent sur une inflation moyenne de 1,7 %.

Les prix à la consommation au Sénégal ont progressé de 1 % sur un an en septembre 2026, contre 1,2 % en août, selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD). D'après le rapport sur l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), les principales hausses ont concerné les services de soins personnels, de protection sociale et les biens divers, la santé ainsi que les restaurants et l'hébergement. Les prix du transport ont augmenté de 1,2 %, tandis que ceux des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ont progressé de 0,9 %. L'inflation sous-jacente, qui exclut les produits frais et l'énergie, s'est également établie à 1 % sur un an. L'évolution des prix varie toutefois selon l'origine des produits. Les produits d'origine locale ont enregistré une hausse de 1,4 %, tandis que les produits importés ont

affiché un recul de 0,2 %. Par catégorie de durabilité, les prix des services ont progressé de 1,3 %, contre 0,8 % pour les biens non durables. Les biens durables et semi-durables ont respectivement progressé de 1,6 % et de 1 %. Ce ralentissement de l'inflation intervient alors que plusieurs départements du Sénégal font face à une dégradation de la situation alimentaire en période de soudure. Pour y répondre, l'État a mobilisé plus de 7,2 milliards FCFA en faveur des ménages vulnérables, notamment à travers les transferts sociaux, la distribution de kits alimentaires et l'assistance au cheptel. Les autorités ont également renforcé les mesures destinées à sécuriser l'approvisionnement et à soutenir la production locale. Face à la cherté de la vie, le gouvernement a multiplié les initiatives visant à réduire le coût des produits de première nécessité et des carburants, à renforcer le contrôle des marchés et à mieux cibler les aides publiques. En septembre 2026, l'exécutif

a notamment annoncé un meilleur ciblage des subventions, en particulier dans le secteur de l'énergie, afin de concentrer davantage les soutiens sur les ménages les plus vulnérables. La reprise des bourses de sécurité familiale s'inscrit également dans cette orientation. Sur le plan macroéconomique, le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2026-2028 prévoit une inflation moyenne de 1,7 % sur la période, mesurée par le déflateur du PIB. Cette prévision reste inférieure au seuil de 3 % retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Dans ce contexte de progression modérée des prix, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a maintenu son principal taux directeur à 3 % lors de sa dernière réunion de politique monétaire.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 16 octobre 2026

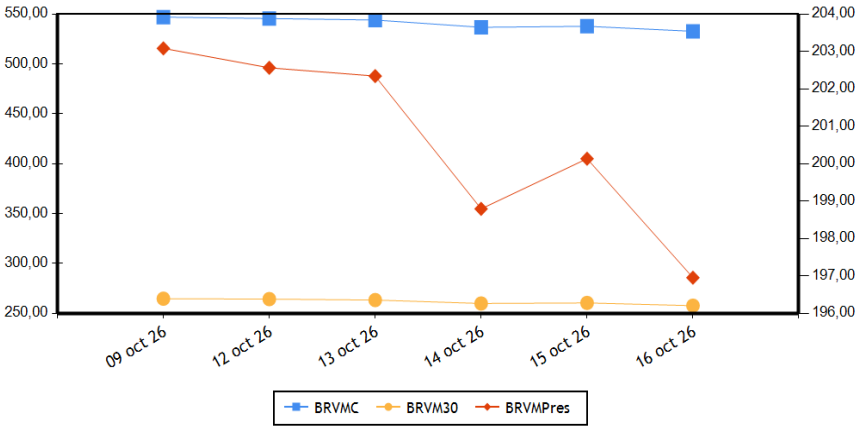
N° 197

BRVM COMPOSITE	532,61
Variation Jour	-0,94 %
Variation annuelle	54,04 %

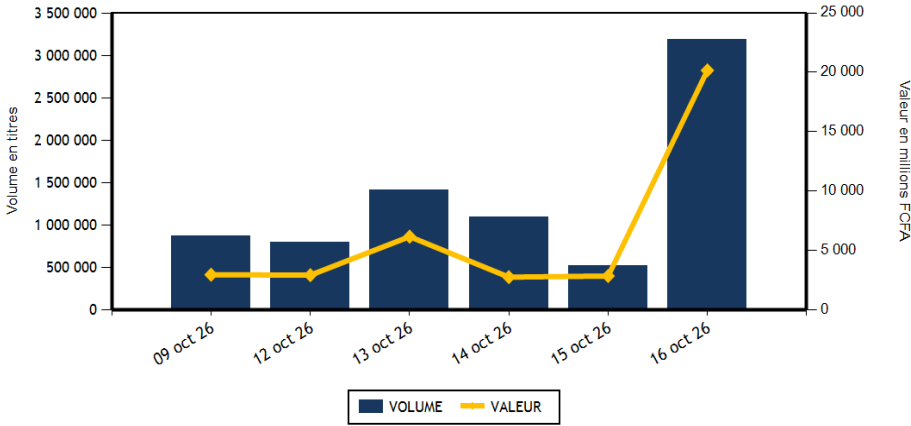
BRVM 30	257,54
Variation Jour	-1,07 %
Variation annuelle	54,92 %

BRVM PRESTIGE	196,95
Variation Jour	-1,59 %
Variation annuelle	36,53 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	20 886 210 239 205	-0,94 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 309 044	150,43 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 941 172 154	-31,69 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	15	7,14 %
Nombre de titres en baisse	23	-17,86 %
Nombre de titres inchangés	8	100,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 523 324 608 903	0,05 %
Volume échangé	1 875 971	305 432,74 %
Valeur transigée (FCFA)	18 223 690 221	299 779,66 %
Nombre de titres transigés	25	150,00 %
Nombre de titres en hausse	7	600,00 %
Nombre de titres en baisse	7	600,00 %
Nombre de titres inchangés	11	37,50 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 450	7,41 %	1,40 %
SETAO CI (STAC)	2 030	6,56 %	53,21 %
BICI CI (BICC)	32 400	4,21 %	66,62 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	3 100	3,33 %	32,76 %
ONATEL BF (ONTBF)	2 995	3,28 %	20,52 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	2 870	-6,36 %	89,44 %
NESTLE CI (NTLC)	14 700	-5,16 %	38,03 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	20 600	-4,19 %	44,56 %
SOGB CI (SOGC)	7 415	-3,70 %	-6,14 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 000	-3,23 %	3,45 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	196,95	-1,59 %	36,53 %	49 296	1 138 644 825	14,02
BRVM-PRINCIPAL (**)	36	373,67	0,15 %	71,68 %	1 259 748	802 527 329	21,38

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	48	214,56	-0,94 %	61,15 %	1 309 044	1 941 172 154	17,05

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	147,46	-2,16 %	55,38 %	22 127	852 693 525	13,84
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	185,05	3,05 %	6,95 %	14 393	36 109 940	39,22
BRVM - SERVICES FINANCIERS	17	243,32	-0,07 %	66,82 %	1 222 792	847 483 914	15,69
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	258,76	-1,01 %	19,75 %	12 137	83 363 105	12,67
BRVM - INDUSTRIELS	6	209,32	-3,19 %	58,18 %	23 983	58 879 580	140,34
BRVM - ENERGIE	4	161,21	0,67 %	45,35 %	8 402	29 695 260	18,42
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	253,27	-2,03 %	139,16 %	5 210	32 946 830	23,43

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	17,05
Taux de rendement moyen du marché	6,54
Taux de rentabilité moyen du marché	6,04
Nombre de sociétés cotées	48
Nombre de lignes obligataires	212
Volume moyen annuel par séance	1 921 617,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 042 470 724,53

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	62,39
Ratio moyen de satisfaction	67,49
Ratio moyen de tendance	108,17
Ratio moyen de couverture	92,44
Taux de rotation moyen du marché	0,12
Prime de risque du marché	0,11
Nombre de SGI participantes	36

Mode

Dans les coulisses de la Luxembourg Fashion Week

Treize stylistes présentaient leurs créations, samedi soir à l'hôtel Le Royal, à la 8^e Luxembourg Fashion Week. Avant les défilés, c'était l'effervescence en coulisses.



« Tous les modèles qui n'ont pas encore été coiffés dans l'autre pièce, merci d'y aller ». Une membre du staff passe la tête dans une des pièces utilisées, ce samedi soir, par la Luxembourg Fashion Week, à l'hôtel Le Royal, à Luxembourg. Le premier défilé est dans une heure et demie environ et l'effervescence règne dans les deux pièces où les mannequins sont magnifiées par des coiffeuses, maquilleuses, et, bien sûr, par les 13 créateurs participants à l'événement. « Je commence à stresser, mes cheveux ne sont pas encore faits », soupire Charming. La jeune femme d'origine vietnamienne est venue d'Anvers pour participer à sa première Luxembourg Fashion Week. « C'est le rush, maintenant, mais je pense que ça va aller ». On retrouve la jeune femme une heure plus tard, les cheveux rangés dans un ordre créatif, et vêtue

d'une robe somptueuse, à haute colerette.

Fashionistas et clients en peignoirs

De quoi respirer et de se remettre dans l'esprit du défilé. « Je m'assure à chaque fois d'être de bonne humeur, d'avoir assez d'énergie et de m'amuser sur la scène », résume la jeune femme. David, lui, était plus serein depuis le début, pour sa troisième participation. « Je me sens calme et relax. Un peu anxieux parce qu'il y a beaucoup de gens, mais ça va bien se passer », dit le jeune homme, qui porte une tenue avant-gardiste de Noems, une créatrice de Berlin. Dans les deux salles où les modèles se préparent, un chaos organisé règne, on passe du coiffage au maquillage, on se change derrière un rack, on ajuste sa tenue, ses chaussures. Entre les salles, le va-et-vient est incessant et certains clients

de l'hôtel en peignoir fendent la foule de fashionistas pour aller au sauna voisin. Valérie Gilson met la dernière main à ses créations enfilées par ses modèles. La modiste belge est « cool, on a l'habitude de faire des shows, avec mes mannequins que j'emmène partout. Je suis sûre qu'ils vont être parfaits, on a pris les plus belles pièces de la collection ».

Costumes recyclés

La Belge s'est spécialisée dans le recyclage. « Ça part souvent d'un costume homme recyclé », dit-elle en désignant une de ses créations. « J'ai ajouté 80 pièces de jean recyclé ». Elle redonne vie à des tissus et autres matières. « Tout est recyclé, pas de gaspillage. Je vais dans les fripes, dans les marchés et quand je trouve des matières de qualité, je travaille ça ».

Avec lematin.ch

Diesel russe

La Turquie veut profiter de l'accord entre Trump et Poutine

Ankara annonce vouloir capter une partie des cargaisons de gazole que Moscou prévoit de remettre sur le marché mondial après un accord avec Washington. Un enjeu de taille pour ce pays très dépendant des importations de carburant.

La Turquie veut profiter de la détente américaine sur les exportations de carburants russes. Dimanche 18 octobre, son ministre de l'Énergie, Alparslan Bayraktar, a annoncé qu'Ankara récupérerait une partie du diesel que Moscou prévoit de remettre sur le marché dans le cadre de son accord avec Donald Trump. « Grâce aux discussions que nous avons menées, nous en achèterons une partie vers la Turquie », a-t-il déclaré à Kanal 7, selon Reuters. Aucun volume, calendrier ou prix n'a été précisé. Annoncé le 9 octobre, l'arrangement entre Washington et Moscou doit permettre à la Russie d'exporter plus de 300 000 tonnes de gazole dans un premier temps, puis 500 000 tonnes en novembre et un million de tonnes supplémentaires ensuite, selon Donald Trump. Washington a assoupli certaines restrictions visant ce carburant pour détendre un marché mondial perturbé par la guerre au Moyen-Orient et les frappes ukrainiennes contre les raffineries russes.

La dépendance**turque à la Russie**

Pour Ankara, l'enjeu est considérable. En 2025, la Russie fournissait 85 % des importations turques de diesel, soit environ 281 000 barils par jour, selon le régulateur national de l'énergie. Mais les restrictions décidées par Moscou pour protéger son marché intérieur ont réduit cette part à environ 20 % en août 2026. La Turquie a dû chercher d'autres fournisseurs : d'après les données de Kpler citées par Reuters, ses arrivages de diesel indien ont dépassé 120 000 barils par jour en août, contre 90 000 depuis les États-Unis, des niveaux records. Le retour du diesel russe pourrait donc soulager les importateurs turcs, sans garantir une baisse immédiate des prix. D'autant que la capacité de Moscou à honorer ses engagements reste incertaine : les frappes

ukrainiennes ont réduit l'activité de plusieurs raffineries et les sanctions compliquent encore le transport maritime.

Un accord contesté

Le rapprochement énergétique intervient alors que Washington réexamine sa politique de sanctions contre Moscou. Le secrétaire d'État Marco Rubio a évoqué dimanche une période pouvant atteindre 60 jours pour en mesurer les effets économiques. L'accord sur le diesel suscite des critiques en Ukraine, en Europe et jusque dans les rangs républicains, certains redoutant de nouvelles recettes pour la Russie. Ankara, elle, veut diversifier ses approvisionnements tout en augmentant sa production d'énergie. En mer Noire, le champ gazier de Sakarya doit passer de 9,5 millions de mètres cubes par jour actuellement à 20 millions en 2027, puis 45 millions en 2028, selon les objectifs de Bayraktar. Mais à court terme, le diesel russe demeure crucial pour cette économie très dépendante de l'énergie importée.

latribune.fr avec agences

Marché du travail

Un milliardaire veut taxer les boîtes qui engagent des étrangers

L'entrepreneur Alfred Gantner propose de taxer les entreprises qui recrutent des travailleurs à l'étranger. L'argent récolté serait redistribué à la population suisse.

Et si les entreprises devaient payer une taxe lorsqu'elles engagent des travailleurs étrangers? C'est la proposition lancée par Alfred Gantner, cofondateur du géant financier Partners Group et l'un des hommes les plus riches de Suisse. Dans un entretien accordé à la «Schweiz am Wochenende», le milliardaire argovien défend un mécanisme destiné à faire profiter directement la population des recettes générées par l'immigration de main-d'œuvre. Son idée: imposer une contribution supplémentaire aux entreprises qui recrutent à l'étranger, puis redistribuer cet argent aux habitants, en privilégiant les ménages modestes. Concrè-



● Avec cette taxe, Gantner souhaite inciter les entreprises à rechercher davantage de personnel en Suisse. Des exceptions pourraient être envisagées pour les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, comme la santé. Tamedia AG

tement, les entreprises devraient s'acquitter d'une taxe pendant les cinq premières années suivant

l'embauche d'un collaborateur recruté à l'étranger. Son montant dépendrait du salaire versé. Pour un

employé gagnant 81'000 francs par an, la contribution atteindrait 5%, soit environ 4000 francs annuels. Sur cinq ans, l'employeur devrait ainsi déboursier quelque 20'000 francs supplémentaires. Pour un salaire annuel de 50'000 francs, la taxe serait nettement plus faible, à hauteur de 500 francs par an. L'objectif serait d'encourager les entreprises à privilégier le recrutement de personnel déjà présent en Suisse, plutôt que de faire systématiquement appel à la main-d'œuvre étrangère.

Près de 1,35 milliard à redistribuer

Selon les estimations d'Alfred Gantner, cette nouvelle taxe pourrait rap-

porter environ 1,35 milliard de francs par an. Le milliardaire souhaite que cette somme soit reversée directement à la population. Dans le scénario privilégiant les personnes aux revenus modestes, chaque bénéficiaire pourrait toucher environ 990 francs par an. Une famille de quatre personnes recevrait ainsi près de 4000 francs annuels. Si la redistribution concernait une population plus large, les montants seraient réduits. Une famille de quatre personnes pourrait alors percevoir environ 1600 francs par an. Ces chiffres restent des projections. Aucun dispositif concret de redistribution n'a encore été élaboré.

Selon Alfred Gantner, les entreprises profitent de la possibilité de recruter des travailleurs étrangers, mais les conséquences de l'immigration se répercutent sur l'ensemble de la population. Il cite notamment la hausse des loyers, les primes d'assurance maladie et la pression croissante sur les infrastructures publiques. À ses yeux, il serait donc légitime que les employeurs contribuent financièrement à ces coûts. Le projet prévoit néanmoins des exceptions. Les secteurs confrontés à une pénurie de personnel, notamment celui de la santé, pourraient être exemptés de cette taxe.

Avec lematin.ch



PLATEFORME DE MISE EN RELATION AVEC DES EXPERTS SÉNIORS

Valorisons l'excellence. Sécurisons la souveraineté de notre expertise.

THE WEST OFFICE est la plateforme régionale exclusive dédiée à la mobilisation de « l'Or Gris ». Nous réunissons l'élite des praticiens de haut niveau, cadres émérites et hauts fonctionnaires, prêts à mettre leur immense expérience au service de missions stratégiques de conseil, d'audit et d'accompagnement pour les secteurs régaliens et privés.

L'INCLUSIVITÉ

Offrir à nos hauts profils une seconde vie professionnelle active, valorisante et à la hauteur de leur prestige.

LA CONTINUITÉ

Éviter les ruptures de compétences critiques dans la conduite des grands projets stratégiques du continent.

LE TRANSFERT

Garantir que chaque intervention senior devienne le socle du mentorat de la jeune génération de cadres.

**Vous avez plus de 15 ans d'expérience ?
Votre savoir est une richesse.**

**Rejoignez notre réseau sélectif
Continuez à impacter l'économie régionale**

L'excellence de l'expérience

Rejoignez l'élite des experts sur www.thewestoffice.com

**INSCRIVEZ-VOUS
GRATUITEMENT**

HOROSCOPE finance

Bélier Avec cet aspect de Mars, vous n'aurez pas de catastrophe financière à craindre, pas plus, d'ailleurs, que de coup de chance à espérer. Votre équilibre budgétaire sera entre vos mains, solide si vous gérez bien vos avoirs, instable si vous cédez à des tentations ruineuses.

Taureau Qui va lentement va sûrement. Voilà la devise que vous devriez avoir en tête cette fois. En effet, même si, actuellement, aucune planète n'influence les zones financières de votre thème et que votre situation pécuniaire ne semble donc pas s'améliorer, le temps va commencer à jouer pour vous. Tout cela grâce à l'arrivée de Jupiter dans votre Ciel. Jupiter est l'un des astres les plus favorables sur le plan financier. Vous pourrez lui faire entièrement confiance.

Gémeaux Le Ciel sera assez ambigu. D'un côté, Jupiter promet non pas une petite prime quelconque, mais un essor notable de vos revenus. Mais de l'autre, Neptune risque de vous souffler une attitude qui saboterait vos chances, soit en vous poussant à dépenser plus que de raison, soit en vous soufflant des revendications excessives qui se retourneront contre vous.

Cancer La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Lion Avec cet aspect d'Uranus, un coup de chance est possible sur le plan financier. Vous pourrez donc vous faire plaisir en vous offrant un beau vêtement ou une séance chez l'esthéticienne !

Vierge Votre situation financière est dans son ensemble saine. Mais vous devrez vous méfier des mauvais aspects de Pluton. Évitez toute dépense importante, et attendez un moment plus favorable pour réorganiser vos placements et vos investissements.

Balance Bonne chance en argent. Mais les aspects négatifs de la Lune accentueront votre tendance à dépenser. Résistez à vos envies d'achat. Ne contractez des dettes sous aucun prétexte. S'il vous arrivait de gagner au jeu, arrêtez-vous maintenant, de grâce ! Vous n'aurez pas une deuxième chance !

Scorpion Saturne vous fera de la morale financière aujourd'hui. Cet astre est partisan inconditionnel de la vertu d'économie et d'une certaine frugalité. Il vous conseillera d'être très attentif aux cordons de la bourse et vous invitera à utiliser sainement votre argent.

Sagittaire Grâce aux influences astrales très positives de la journée, la chance devrait vous sourire sur le plan financier. La gestion et le sens de l'économie se révéleront vos qualités profondes. Ce sera peut-être le moment où vous allez décider de construire la maison de campagne de vos rêves.

Capricorne Subissant les influx planétaires euphorisants dans leur ensemble, vous songerez plutôt au meilleur moyen de dépenser agréablement votre argent. Et si vous êtes à sec, vous trouverez des arguments très convaincants pour persuader vos proches de vous dépanner. Soyez à l'affût des bonnes affaires. Mais évitez absolument les opérations boursières risquées au cours de cette journée.

Verseau Avec le départ de Saturne de votre Ciel, vous pourrez reprendre confiance concernant votre vie matérielle. La période des vaches maigres est terminée, et vous devriez retrouver un niveau de vie plus satisfaisant. Vous pourrez rembourser vos dettes si vous avez dû emprunter.

Poisson Grâce aux influx bénéfiques de Mercure, vous pourrez bénéficier de sympathies et d'appuis utiles venant de personnes de l'autre sexe. Dans certains cas, et si vous savez vous montrer assez diplomate, cela pourra se traduire par des bénéfices matériels non négligeables.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AQUAMAZONE

Adventure

**Samedi &
Dimanche
Jours fériés**

 **11h - 18h**



ACTIVITÉS

- PEDALO
- CANOË KAYAK
- PADDLE
- BATEAU À PEDALES
- PIROGUE
- JET SKI

 +229 01 54 28 44 44
 +229 01 60 15 04 04
 aquamazone229@gmail.com
 www.aquamazone.com

Suivez-nous sur

    **Aquamazone**

 Adouanko village, Route des Pêches,
Aquamazone Embarcadère

Yoto 3

Le Festival des arts et cultures prévue du 12 au 19 décembre à Gboto Vodoupé

La première édition du Festival des arts et cultures (FAC) de la commune Yoto 3 se tiendra du 12 au 19 décembre prochain à Gboto Vodoupé, a annoncé le comité d'organisation lors d'une conférence de presse, le samedi 17 octobre dans la localité.

La rencontre a, également, mobilisé des conseillers municipaux, des autorités administratives, traditionnelles, et locales, des partenaires, des acteurs culturels et opérateurs économiques ainsi que des responsables des forces de défense et de sécurité. Elle a permis au comité d'organisation de présenter au public les objectifs et les grandes lignes de cette manifestation. Ce festival se déroulera autour du thème, « Patrimoine vivant, avenir créatif ». Il vise à faire découvrir les richesses culturelles, historiques et touristiques de la commune. A travers cette initiative les responsables communaux entendent faire de la culture un levier de cohésion sociale et de développement local. Les activités annoncées comprennent notamment des caravanes, une foire artisanale, des concours de chants et de danses traditionnelles, des



expositions de produits agricoles, des concours culinaires, des expositions de produits agricoles, des activités écologiques ainsi que des rencontres sur l'entrepreneuriat culturel et l'écotourisme. Des projections de films togolais, des activités scolaires et des visites de sites écologiques sont également prévues. Il est aussi inscrit à l'agenda, le festival du conte animé par les sages, le symposium sur l'histoire et l'origine des peuples de Yoto 3, la journée consacrée à la femme, à la jeunesse à la tradition et à la chefferie. Un forum de la diaspora sur l'investissement à Yoto 3, des

compétitions inter-cantons et des concerts sont également prévus. L'une des particularités de cette manifestation réside dans la transmission des récits historiques et des traditions aux jeunes générations. Le maire de la commune Yoto 3, Dégbé Kokou, président du comité d'organisation a souligné que le FAC constitue une occasion de valoriser le patrimoine culturel local, de promouvoir le tourisme culturel dans la région Maritime et créer des retombées économiques au profit des artisans et des restaurateurs.

Avec ATOP/SAK/DHK/
KYA

Ogou/ Patrimoine culturel

Kamina au cœur de la création artistique et de la préservation des traditions

La huitième édition de la résidence internationale de la Kamina Artists and Researchers Residency Platform (KARP) a pris fin le vendredi 16 octobre sur le site historique de Kamina, dans la préfecture de l'Ogou.

Cette rencontre a permis aux artistes et chercheurs de réfléchir à la valorisation du patrimoine culturel togolais et à la transmission des traditions aux générations futures. L'événement est organisé par la direction régionale des Arts et de la Culture des Plateaux, avec l'appui du ministère du Tourisme, de la Culture et des Arts. Il est placé sous le signe de la revitalisation culturelle. Cette rencontre a permis de relever l'importance de préserver les valeurs ancestrales, les traditions populaires et les pratiques artistiques, tout en leur donnant une place dans la société actuelle. La plateforme KARP offre aux artistes et aux acteurs culturels un cadre de création et d'échanges pour valo-



riser le patrimoine local, encourager la créativité et faire davantage connaître le site historique de Kamina. Durant leur séjour, les participants ont exploré les liens entre la mémoire collective, les pratiques traditionnelles et les formes modernes de création artistique. Leurs travaux ont ainsi contribué à la réflexion sur les moyens de transmettre les repères culturels aux jeunes générations et de faire vivre le patrimoine local. Le maire

de la commune Ogou 1, Kassamada Komlan Mensah, a encouragé les participants internationaux à découvrir davantage le patrimoine touristique national. « Kamina ne saurait être réduit à une simple étendue spatiale ; il s'agit d'un véritable sanctuaire mémoriel à portée locale, nationale et internationale », a-t-il déclaré. La représentante du directeur régional en charge du Tourisme, Mme Boutchoka Mehèza Carole, a rappelé

Super League

Le Real Madrid réclame 80 M€ à 6 clubs !

Membre fondateur de la Super League, le club merengue n'a pas réussi à convaincre les écuries européennes qui avaient pourtant donné leur accord pour le suivre dans ce projet en 2021 de lui rester fidèles. Aujourd'hui, la Casa Blanca réclame même des indemnités à certaines d'entre elles.

Dans la nuit du 19 avril 2021, malgré les avertissements répétés de l'UEFA et des différentes ligues européennes, douze clubs (le Real Madrid, le FC Barcelone, l'Atlético de Madrid, la Juventus Turin, l'AC Milan, l'Inter Milan, Liverpool, Manchester United, Manchester City, Chelsea, Tottenham et Arsenal) lançaient officiellement le projet de la Super League. Un projet qui a rapidement battu de l'aile : quelques jours seulement après cette annonce fracassante, neuf d'entre eux se retiraient. Puis, le 11 février 2026, le dernier club encore engagé, le Real Madrid, annonçait définitivement la fin de cette initiative. « L'UEFA, l'European Football Clubs (EFC) et le Real Madrid C. F. parviennent à un accord pour le bien du football européen de clubs. Après des mois de discussions menées dans l'intérêt du football européen, l'UEFA, l'European Football Clubs (EFC) et le Real



Madrid C. F. annoncent avoir conclu un accord de principe dans l'intérêt du football européen, respectant le principe du mérite sportif et mettant l'accent sur la viabilité à long terme des clubs et l'amélioration de l'expérience des supporters grâce à l'utilisation de la technologie. Cet accord de principe permettra également de résoudre leurs différends juridiques liés à la Super League européenne, une fois qu'un accord définitif aura été mis en œuvre. »

Madrid ne lâche rien

Mais si l'UEFA a fini par l'emporter face aux fondateurs du projet, le Real Madrid ne compte visiblement pas en rester là. La Casa Blanca n'a aucune intention de relancer une nouvelle compétition pour

déclarer la guerre à l'instance dirigeante du football européen, mais The Athletic révèle qu'elle cherche désormais à réclamer des compensations financières aux clubs qui s'étaient engagés à ses côtés il y a cinq ans. En effet, Florentino Pérez estime que les six formations de Premier League (Liverpool, Manchester United, Manchester City, Chelsea, Tottenham et Arsenal) devraient être tenues de prendre en charge les coûts de mise en place du projet, et ce, malgré leur retrait précipité. Une source indique qu'un montant total de 80 M€ serait réclamé. Reste maintenant à savoir si le Real Madrid dispose des arguments contractuels nécessaires pour exiger une telle somme, même si The Athletic affirme que la Casa Blanca devra sans doute s'engager dans une nouvelle bataille juridique pour espérer en voir la couleur.

Avec footmercato.net

l'importance historique du site de Kamina dans l'histoire du Togo. Elle a fait savoir que la rencontre entre patrimoine et création artistique constitue une occasion de renforcer la cohésion sociale et le dialogue entre les communautés. « Vous

avez su faire de ce lieu le théâtre où la mémoire féconde la création. Il nous incombe désormais d'ériger la culture en vecteur de cohésion sociale, d'unir les peuples et de sceller un dialogue pérenne entre nos communautés », a-t-elle affirmé. Cette résidence

entend ainsi faire de Kamina un espace vivant où la mémoire historique nourrit la création artistique et contribue à la transmission du patrimoine culturel aux nouvelles générations.

ATOP/AY/KKT/AO

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Youki
AGRUMES

RETROUVEZ
LE PLAISIR
DES VRAIS
AGRUMES

SAVOURE TON
FRUITSTYLE !

CMJN • *Prix de vente détail conseillé • Pratiquez une activité physique régulière



BB LOMÉ S.A

400*
FCFA

BOUTEILLE

50 CL

